



**PRÉFÈTE
DU RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

dossier n° PD 069 152 25 00001

date de dépôt : 30 janvier 2025

demandeur : Direction Interdépartementale des
Routes Centre Est, représentée par VIDAL
Fabrice

pour : Démolition d'un hangar structure métal
et bardage métal

adresse terrain : 59 Chemin d'Yvours lieu-dit
Pierre-Bénite, à Oullins-Pierre-Bénite (Pierre-B)
(69310)

ARRÊTÉ

**accordant un permis de démolir
au nom de l'État**

La Préfète du Rhône,

VU le code de l'urbanisme ;

VU le Plan Local d'Urbanisme et de l'Habitat (PLU-H) approuvé le 13/05/2019 et modifié ;

VU la demande de permis de démolir présentée le 30 janvier 2025 par la direction
interdépartementale des routes Centre Est, représentée par VIDAL Fabrice demeurant 228 rue
de Garibaldi, LYON (69003) ;

VU l'objet de la demande :

- pour la démolition d'un hangar structure métal et bardage métal ;
- sur un terrain situé 59 Chemin d'Yvours lieu-dit Pierre-Bénite, à Oullins-Pierre-Bénite
(69310) ;

VU l'avis favorable de la SNCF en date du 5 février 2025 ;

VU l'avis favorable de la Métropole de Lyon en date du 21 février 2025 ;

ARRÊTE

Article 1 :

Le permis de démolir est **ACCORDÉ**.

Article 2 :

En application de l'article R.452-1 du code de l'urbanisme, vous ne pouvez pas entreprendre les
travaux de démolition avant la fin d'un délai de 15 jours à compter de la notification du présent
arrêté.

A Lyon, le

18 MARS 2025

Pour le Directeur Départemental des Territoires et par délégation
La responsable de l'Unité urbanisme


Anne-Laure CHOUVELLON

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.